

Initiatives ministérielles

sur son ordre, portaient pour une région où la guerre pouvait éclater à tout moment.

Une voix: Quelle honte!

M. MacDonald (Dartmouth): Savez-vous ce qu'il a fait? Il a pris une décision, ce qui en dit long sur le premier ministre. Il a décidé qu'il était plus important pour lui de rencontrer son groupe parlementaire du Québec que d'aller saluer ces hommes et ces femmes qui serviraient à bord de ces navires et des hélicoptères *Sea King*.

Mme Clancy: Bon nombre d'entre eux viennent du Québec.

M. MacDonald (Dartmouth): Exact, bon nombre d'entre eux sont du Québec. Il a pris la décision plus importante d'aller essayer de refaire l'unité de son groupe parlementaire québécois en proie à nombreuses dissensions. Il a agi davantage en chef du Parti progressiste conservateur qu'en premier ministre du Canada. C'est une insulte aux hommes et aux femmes qui font partie des Forces armées canadiennes et que mon collègue de Halifax et moi représentons. Cela, ils ne lui pardonneront jamais.

Les ordres ont été donnés. Qu'a fait le premier ministre? Vous vous demandez pourquoi les gens sont cyniques. En dépit des comités de rédaction des journaux, des Canadiens d'un océan à l'autre et des parlementaires qui insistaient pour qu'il convoque le Parlement, il a attendu. Il a attendu à la dernière heure, geste vraiment courageux. Il a attendu jusqu'à dix jours avant la date de reprise des travaux du Parlement pour obtenir un décret du gouverneur général en conseil et faire savoir que les troupes seraient placées en état d'alerte dans une zone de conflit potentiel. C'est dans ce contexte que se situe la motion que nous étudions aujourd'hui.

Mes collègues et moi, du Parti libéral, appuyons les Forces armées canadiennes. À maintes reprises, nous avons abordé la question à la Chambre. Les journaux d'aujourd'hui en parlent encore. À une époque où l'armée canadienne se fait dire d'étirer ses ressources au maximum en raison de la crise sans précédent dans le golfe Persique, nous lisons dans les journaux que l'un des navires dépêchés dans le Golfe est parti équipé d'un canon que l'on est allé chercher dans un musée de Halifax.

Ces navires ont dû subir en 10 ou 12 jours un programme de remise en état et ont reçu l'armement destiné aux frégates en construction à Saint-John. Cela était nécessaire parce que le gouvernement aime parler, surtout au moment des élections, de son engagement envers les Forces armées canadiennes. Mais nous savons ce qui arrive à ces engagements peu après les élections. Lorsqu'il s'agit des Forces armées canadiennes, c'est comme s'ils étaient écrits à l'encre indélébile. Les conservateurs ont annulé la troisième phase du programme de remplacement des frégates. Ils ont fermé des bases militaires partout au Canada.

Aujourd'hui même, au moment où ces trois navires et les CF-18 sont au Moyen-Orient, les journaux rapportent que le ministre de la Défense nationale aurait dit aux militaires de se préparer à d'importantes compressions budgétaires. Si le budget de la Défense subit de nouvelles compressions, il faudra rationner le carburant de nos navires pour les ramener du golfe Persique. Ce que je dis là est vrai.

Les députés de ce côté-ci appuient les hommes et les femmes des Forces armées canadiennes qui font de leur mieux avec du matériel désuet, sous la menace de nouvelles compressions budgétaires et devant l'inconcevable indifférence du premier ministre. Les hommes et les femmes des Forces canadiennes font encore de leur mieux avec les ressources que nous leur donnons.

À Halifax et Dartmouth, nous avons vu environ 2 000 personnes faire un travail absolument incroyable dans les chantiers navals. Ils ont modernisé ces trois bâtiments en dix jours. Ils ont abattu une besogne extraordinaire dans des délais extrêmement courts. C'est à ces travailleurs que le gouvernement a refusé, en 1988, la parité salariale avec leurs collègues de la côte ouest. Il semblerait que le gouvernement tienne à continuer de moduler la rémunération d'après les régions au lieu de tenir compte uniquement du travail accompli.

Au cours du débat sur cette motion, le premier ministre a félicité les travailleurs des chantiers de Halifax et Dartmouth. J'espère simplement que sa reconnaissance se traduira par une convention équitable, car celle-ci doit être renégociée sous peu. Dans cette convention, il faudrait éliminer une fois pour toutes les tarifs régionaux et une discrimination répugnante en matière salariale.